

## NATURE ET AGRICULTURE

## Identifier les points de convergences

Pauline Clerc

**Le monde agricole d'un côté, le secteur de la protection de la nature de l'autre. Pour renouer le dialogue, un projet de recherche s'est penché sur le ressenti des acteurs du terrain. Des solutions concrètes ont pu être dégagées.**

Les tensions entre le monde agricole et les représentants de la défense environnementale se sont exacerbées, selon les acteurs du terrain. Les initiatives sur les produits phytosanitaires et sur l'élevage intensif ont entravé le dialogue, ce qui complique l'établissement de projets communs. Pour mettre à jour la problématique, des chercheuses de l'Université de Lausanne (Unil) ont mené dix-huit entretiens avec des agriculteurs des cantons de Vaud, Neuchâtel et du Jura et des collaborateurs de Pro Natura.



Selon une enquête de l'Université de Lausanne, la coopération entre les milieux agricoles et de la défense environnementale pourrait être favorisée en rétablissant le facteur humain au détriment des corporatismes.

AGRI

## Des obstacles

## à la communication

Plusieurs freins aux échanges constructifs ont pu être identifiés. Parmi ceux-ci, on compte un décalage entre la communication de Pro Natura au niveau national, critique à l'égard de l'agriculture, et des sections régionales qui cherchent à établir un dialogue sur le terrain.

Dans le cadre de suivi d'espèces ou de gestion de parcelles voisines, les collaborateurs de Pro Natura sont amenés à visiter certaines par-

celles agricoles ou des zones de forêt. Du côté des agriculteurs, ces visites sont parfois vécues comme une intrusion. Cela peut créer une confusion importante sur les intentions de l'association et réduit les opportunités de collaboration.

L'étude montre que la propriété est un enjeu important: les exploitants peuvent se sentir dépossédés quand Pro Natura se rend acquéreur de terres agricoles, même si celles-ci sont ensuite louées à des agriculteurs. L'associa-

tion peut déposer des oppositions aux permis de construire des agriculteurs, sans véritablement avoir la possibilité d'établir de dialogue préalable. Ces oppositions sont perçues comme un moyen de faire pression sur le monde rural et d'entraver les activités agricoles au nom de la protection de l'environnement.

Finalement, les collaborateurs de Pro Natura, tout comme les agriculteurs, ont chacun une représentation de l'autre comme appartenant à

une organisation (lobby) très puissante sur le plan politique et financier, ce qui encourage la méfiance réciproque.

## Quelques pistes

A la suite de l'enquête, quelques propositions pour améliorer la compréhension mutuelle ont été avancées. Tout d'abord, la discussion sur la protection de la biodiversité doit s'ancrer localement. Si les discours parviennent à se distancer des corporatismes et rétablir le facteur humain, la

coopération en serait facilitée. Les rencontres permettent aux agriculteurs de mettre un visage sur l'entité «Pro Natura» et de rendre les échanges plus familiers.

Ensuite, la communication nationale de Pro Natura devrait être retravaillée afin que le milieu agricole se sente pris en compte en tant qu'acteur de la protection de l'environnement.

D'après les intervenants sollicités par l'étude, il serait judicieux d'intégrer un représentant du milieu agricole au sein

## Entretiens croisés

Louisa Malatesta, chargée du projet intitulé «Regards croisés», a mené 18 entretiens: neuf avec des agriculteurs, neuf avec des membres de Pro Natura. Plusieurs questions ont été posées, telles que «Quel est le regard des agriculteurs sur Pro Natura?» et vice versa, ou «Comment ces différents acteurs considèrent-ils les enjeux environnementaux dans l'agriculture?». Après une première analyse des entretiens, les résultats ont été présentés, mis en discussion et complétés lors d'une rencontre rassemblant une partie des participants disponibles. Les agriculteurs qui ont été interrogés sont inscrits en bio, IP ou PER. Leurs domaines d'activité regroupent des grandes cultures, de l'élevage bovin, de l'aviculture et de la production de Damassine. Les fermes en plaine et moyenne montagne ont été privilégiées. PC

des comités cantonaux de Pro Natura. Celui-ci pourrait se familiariser avec le fonctionnement et les objectifs de l'association, et porter la voix des agriculteurs. L'association aurait ainsi un accès plus direct au monde agricole en privilégiant la communication avec un représentant qui pourrait, ensuite, en parler autour de lui.

Il ne reste plus qu'à concrétiser ces suggestions, en espérant qu'elles trouvent un accueil favorable auprès des deux parties prenantes.

## C'est vous qui le dites

Quel est votre ressenti par rapport au clivage entre les deux secteurs?



Simon Eschler

Maître agriculteur à Fleurier (NE) et gérant d'un biogaz

«J'ai voulu participer à cette recherche car j'ai pu constater que le clivage entre la ville et la campagne n'a eu de cesse de se creuser. Une vision préconçue des pratiques agricoles s'est installée qu'il faudrait pouvoir changer. Sur le canton de Neuchâtel, des conflits sont apparus entre les agriculteurs et Pro Natura, notamment au sujet de bordures tampons, en plus des récentes initiatives. C'est dommage car je sais que de nombreux exploitants sont sensibles à la protection de l'environnement: nous faisons également partie de cet écosystème. Les actions soutenues par les associations paraissent souvent imposées aux exploitants, via le cadre législatif. Une approche différente est souhaitable. Par exemple, des collaborations peuvent être envisagées par le biais de l'Association EcoRéseau, motivée par des agriculteurs. Afin de nouer des liens pérennes, Pro Natura pourrait faire de l'accompagnement quant à l'établissement de surface de promotion de la biodiversité (SPB). En effet, la certification de SPB de qualité II se fait rare, notamment parce que l'appel à un biologiste induit des frais à l'agriculteur en cas de refus. L'association pourrait prendre en charge ce coût en dispensant l'aide de ses biologistes et en prodiguant des conseils. Les rencontres organisées dans le cadre du projet de recherche ont permis aux agriculteurs de donner leur avis, ce qui était très constructif. J'ai un bon contact avec Quentin Kohler et j'ai l'espoir de pouvoir établir des ponts entre nos deux secteurs.» PC



Quentin Kohler

Chef de projet à Pro Natura pour Action Lièvre & Cie Neuchâtel, Jura et Jura bernois

«Mon expérience du terrain a motivé ma participation à cette enquête. Les réactions fortes des agriculteurs à notre rencontre m'ont fait réagir. Nous nous sommes heurtés à des non de principe. Beaucoup d'amalgames ont été faits. Nos initiatives locales, relatives au maintien de la biodiversité, sont souvent confondues avec des actions plus larges, parfois même tenues par des entités extérieures à Pro Natura. En tant qu'employés, nous n'avons pas de pouvoir politique. Bien sûr, nous pouvons être en désaccord. Mais il nous faut trouver des solutions pour rétablir le dialogue. La clé serait de mettre en place des synergies à l'échelle régionale pour que les personnes puissent se rencontrer et travailler en bonne intelligence. Nos rencontres avec les agriculteurs nous ont permis de réaliser à quel point ces derniers possèdent des compétences techniques et scientifiques précieuses, notamment pour l'environnement. Nous aimerions initier un rapprochement avec le monde agricole. Outre la piste de l'intégration d'un représentant dans l'un de nos comités, nous voudrions mettre en avant les collaborations qui fonctionnent. Par exemple, des agriculteurs sont chargés de la fauche de bas-marais sur Neuchâtel, ce qui marche très bien et permet à de nombreuses espèces de se reproduire. Aussi, j'ai participé à la création d'une haie pour un exploitant qui en est très satisfait. Nous pouvons mettre à profit nos bénévoles pour donner des coups de main sur ce genre de projets.» PC

## «Le dialogue est possible»

## Interview

## LOUISA MALATESTA

Responsable de recherche à l'Université de Lausanne (Unil)



## Quel contexte a vu naître ce projet?

D'une part, les initiatives sur les pesticides et l'eau potable propre, puis sur l'élevage, ont donné lieu à des manifestations de tensions vives entre les milieux agricoles et les milieux de la protection de la nature en Suisse. D'autre part, certaines actions de Pro Natura relatives à la transition de l'agriculture vers un développement plus soutenable se sont heurtées à des réticences. Confronté à ces défiances, le collaborateur de Pro Natura Quentin Kohler a eu l'occasion de discuter de ces questions avec Valérie Boisvert, professeure ordinaire d'économie écologique, et Joëlle Salomon Cavin, maître d'enseignement et de recherche en géographie. Toutes deux attachées à la Faculté des géosciences et de l'environnement de l'Unil, elles ont saisi cette occasion pour développer un projet de recherche dans le cadre du Programme Volteface. Elles m'ont ensuite engagée pour le mener à bien. L'ambition de cette étude était d'analyser les représentations mutuelles des acteurs agricoles et de la défense de l'environnement afin

d'esquisser des solutions pour le futur.

## Quel a été l'accueil réservé à votre enquête de la part des agriculteurs et des collaborateurs de Pro Natura?

Lors des entretiens, de la restitution en commun et de l'échange qui a suivi entre collaborateurs de Pro Natura et agriculteurs, nous avons reçu un très bon accueil des deux parties prenantes. Tous les intervenants ont manifesté l'envie de rétablir un dialogue et nous avons senti leur besoin de s'exprimer sur leurs expériences personnelles. C'est bon signe.

## Certaines tensions semblent liées à des enjeux de communication institutionnelle. Avez-vous quelques exemples?

Sur le site de Pro Natura, l'association se définit comme «l'avocat de la nature». Pour les agriculteurs, ce terme représente une attaque à leur activité et leur manière de produire. Pour eux, «l'avocat» provient du vocabulaire juridique et induit forcément un «bon» et un «méchant». Ici, l'agriculteur sera considéré comme le mé-

chant, celui qui ne respecte pas l'environnement. Pour Pro Natura, ce terme décrit plutôt leur travail de défense et de protection de la nature, en se basant sur des textes de loi. Les deux groupes d'enquêtés estiment que le terme «garde-fou» serait également approprié et sûrement moins politique. La majorité des collaborateurs de Pro Natura sont des biologistes. Notre travail a mis en lumière la différence de vocabulaire mobilisé par les deux entités qui participent à ce sentiment d'appartenir à deux groupes avec des objectifs et des connaissances radicalement opposées. Durant les discussions, il a été proposé d'engager davantage d'agronomes qui puissent travailler sur les projets de conservation en milieu agricole, afin de privilégier une communication basée sur un lexique commun.

## Est-ce que les pistes dégagées vont être employées par la suite? Seront-elles mobilisées pour de futurs projets?

Nous ne savons pas encore. A la toute petite échelle du projet, nos travaux ont eu le mérite de faire dialoguer agriculteurs et protecteurs de la nature de manière très apaisée et constructive. On voit que le dialogue est possible et même souhaité!

PROPOS RECUEILLIS PAR PAULINE CLERC